

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 18 juin 1986

La séance est ouverte à 14 heures.

### DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

#### L'APARTHEID

L'AFRIQUE DU SUD—ON DEMANDE QUE LES PAYS DU  
COMMONWEALTH IMPOSENT DES SANCTIONS

**M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur):** Monsieur le Président, la réaction pusillanime du Canada à la grave injustice et à l'injure que représente l'apartheid en Afrique du Sud va certainement provoquer une crise au sein du Commonwealth. Le Canada a maintenant la chance de s'affirmer en imposant de vigoureuses sanctions économiques et diplomatiques contre le gouvernement sud-africain. Les pays noirs du Commonwealth ne peuvent qu'être consternés par suite de nos faibles protestations en présence de la violation des droits de la personne par le régime tyrannique de l'apartheid en Afrique du Sud.

M. Ramphal, secrétaire général du Commonwealth a déclaré: «Si le Commonwealth veut être sincère, il ne peut faire autrement qu'être à l'avant-garde de l'ultime assaut contre l'apartheid». Feu le très honorable John Diefenbaker aurait fait davantage en prenant des mesures concertées. Pourquoi sommes-nous si timorés?

\* \* \*

#### L'INDUSTRIE

LA FAILLITE DE LA SOCIÉTÉ *WHITE FARM EQUIPMENT*—LES  
CONSÉQUENCES POUR LES EMPLOYÉS

**M. Derek Blackburn (Brant):** Monsieur le Président, M. Bruce Stanley n'avait pas compris ce que le ministre de l'Expansion industrielle régionale avait voulu dire lorsqu'il avait déclaré chercher une solution du secteur privé aux problèmes de la société *White Farm Equipment*, à Brantford. Mais, M. Stanley le sait maintenant. D'abord, le gouvernement a refusé d'accorder des garanties de prêts à la société. Cela signifie que *White Farm* a été acculée à la faillite et que Bruce Stanley a perdu son emploi. Puis, le syndic a mis la main sur la caisse de retraite qui constituait un actif de la société *White Farm*. Cela signifie que M. Stanley a perdu sa pension de retraite. Pour ses quatorze années de service, on lui a offert une somme de \$2,000 en espèces ou un REÉR. Il a besoin d'argent maintenant, mais lorsqu'il va toucher la majeure somme de \$2,000, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M<sup>lle</sup> MacDonald) va lui faire perdre ses prestations d'assurance-chômage.

Maintenant, Bruce Stanley comprend parfaitement ce que signifie pour le gouvernement une solution du secteur privé. Cela signifie la perte de son emploi, la perte de sa pension de retraite et la perte de ses prestations d'assurance-chômage. Si quelque député ministériel veut avoir le numéro de téléphone de M. Stanley, je me ferai un plaisir de le lui fournir. Je ne sais pas ce que je pourrais bien lui dire.

\* \* \*

[Français]

#### LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

L'INQUIÉTUDE DES GENS DE LA RÉGION DU SAGUENAY-LAC-  
SAINT-JEAN AU SUJET DU PROJET D'IMPLANter UNE PAPETERIE  
À MATANE

**M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière):** Monsieur le Président, permettez-moi de porter à votre attention l'inquiétude qui anime les gens de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean à propos du projet d'implanter une nouvelle papeterie à Matane.

Non pas, monsieur le Président, que les gens de ma région soient contre l'implantation d'un nouveau projet qui se traduise par la création d'emplois à Matane. Oh non, monsieur le Président! Nous savons trop comment cela est difficile dans les régions dites éloignées de «s'arracher» et jusqu'à quel point nous devons travailler fort pour amener de nouveaux investissements générateurs d'emplois dans nos régions.

Mais au-delà de cette compréhension et de notre estime envers leur travail, l'inquiétude envahit les dirigeants de la compagnie *Abitibi Price* et leurs employés.

Sommes-nous sur le point de créer de nouveaux emplois à Matane pour les faire disparaître au Saguenay-Lac-Saint-Jean? Plus particulièrement à Jonquière et à Alma, alors que l'*Abitibi Price* est en train d'investir 218 millions de dollars dans la modernisation de sa production?

Je n'ai pas cette réponse, monsieur le Président, et pourtant, c'est sérieux. Il m'apparaît essentiel que les gens de ma région obtiennent des précisions à ce sujet avant toute décision d'octroi de la part de notre gouvernement.

\* \* \*

#### LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

L'ANNONCE DU DÉBUT DE LA CONSTRUCTION DE L'INSTITUT  
NATIONAL D'OPTIQUE

**Mme Suzanne Duplessis (Louis-Hébert):** Monsieur le Président, le jeudi 5 juin, le très honorable premier ministre (M. Mulroney) était à Sainte-Foy pour annoncer le début de la construction de l'Institut national d'optique.